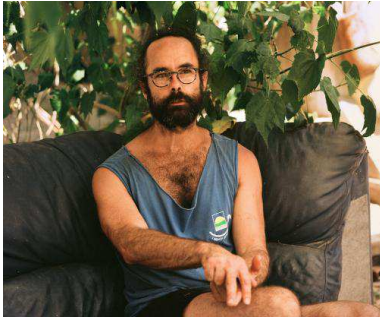


POUR INFORMATION

Cédric Herrou: «Changer son monde, c'est se concentrer sur ce que l'on fait à sa propre échelle»

PAR NEJMA BRAHIM

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 22 NOVEMBRE 2020



Cédric Herrou, figure emblématique de l'aide aux migrants. © Anaïs Barelli

Dans un livre intitulé *Change ton monde*, Cédric Herrou, symbole de l'aide aux migrants dans la vallée de la Roya à la frontière franco-italienne, revient sur quatre années de lutte contre le délit de solidarité.

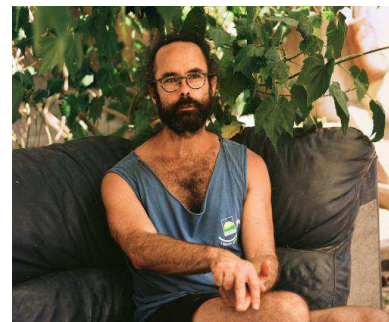
Entre doutes naturels et force de conviction, Cédric Herrou, agriculteur niçois investi dans l'aide aux exilés dans la vallée de la Roya, dévoile le cheminement personnel qu'il a pu avoir sur les questions migratoires dans son ouvrage *Change ton monde* (Les liens qui libèrent), paru en octobre 2020.

La « bataille de l'asile », qu'il gagne en 2017 grâce à un protocole informel mis en place avec la gendarmerie de Breil-sur-Roya, permet aux requérants qui se réfugient chez lui de franchir les points de passage autorisés sans prendre le risque d'être arrêtés et renvoyés vers l'Italie. Sorte de « plateforme d'accueil des demandeurs d'asile autofinancée et autogérée, la Roya devenait la sous-préfecture la plus économique de France ».

Victoire après victoire, la chronologie judiciaire donne raison à l'activiste dans le bras de fer permanent qui l'oppose aux autorités, comme l'ex-préfet des Alpes-Maritimes, Georges-François Leclerc. Symbole de la « lutte des classes », son action lui vaut moult gardes à vue, perquisitions et procès. Sa dernière relaxe, datant du 13 mai 2020, s'est suivie d'un pourvoi en cassation du parquet général de Lyon.

Encore sous contrôle judiciaire aujourd'hui, Cédric Herrou a depuis créé Emmaüs Roya, communauté réunissant six compagnons de différentes nationalités. Affrontant les conséquences du Covid-19 et de la tempête Alex, il nourrit l'espoir d'un monde fondé, demain, sur l'inclusion et non le rejet des migrants, à l'heure où « l'Europe se bunkérise » et où la parole politique française « se lâche ».

Pourquoi avez-vous voulu mettre ces quatre années de lutte par écrit ?



Cédric Herrou, agriculteur et figure emblématique de l'aide aux migrants dans la vallée de la Roya. © Anaïs Barelli

Cédric Herrou : Beaucoup de gens me disaient qu'il fallait écrire, mais je n'avais jamais rédigé quelque chose d'aussi long. J'aime écrire la nuit, parfois, pour exprimer ma colère quand je n'arrive pas à dormir. Là, j'avoue que je ne savais pas par où commencer. J'ai finalement repris depuis la début, c'est-à-dire ma jeunesse, en faisant la chronologie de ma vie. Ça m'a fait du bien, je lisais mon histoire comme si je lisais celle d'un autre. Des souvenirs refaisaient surface.

Je crois qu'il était important de laisser un témoignage de ce qu'il se passait, aussi. L'éditeur voulait montrer la figure d'un super héros assumé, je voulais montrer le doute que l'on peut avoir. La lecture médiatique – et même générale – de ce que je fais est assez binaire. Dans une société où l'on doit avoir un avis sur tout, il faut donner la possibilité aux gens de changer d'avis. Ce n'est pas en étant dans l'affirmation et l'agressivité que l'on peut y arriver. Le livre démarre sur des doutes que j'ai pu avoir au départ, quand j'ai croisé des exilés et que j'ai eu peur.

Comment fait-on ce cheminement ? Comment passe-t-on de la peur à l'aide inconditionnelle apportée aux exilés croisés sur son chemin ?

Entre la peur de s'arrêter au bord de la route et la peur de se faire arrêter par la police, j'ai choisi celle de la police. Je crois qu'il y a aussi eu la peur de l'inconnu, l'impression de s'embarquer sur un kayak sans savoir où va la rivière. Mais, depuis le départ, je ne comprenais pas pourquoi ça aurait dû être interdit d'aider les gens.

À un moment donné, je ne dormais plus beaucoup, j'ai vraiment réalisé ce que je faisais, avec tout le côté médiatique que ça impliquait, cette ultradroite qui me menaçait. Comme la fois où j'ai reçu un mot disant : « *On va te buter* », avec une photo de mecs, des automatiques à la main. Ça disait aussi : « *Dans neuf jours t'es mort.* »

Et ce neuvième jour, justement, j'étais convoqué par les gendarmes pour une plainte déposée par le préfet. La police d'écriture de la convocation ressemblait à celle d'un enfant qui m'invitait à son anniversaire. Je pensais que c'était un piège, qu'ils voulaient me tuer pour l'exemple. J'ai fini par m'habituer. Je fais attention quand je me balade en ville, je mets une casquette sur la tête. Ça rend paranoïaque.

Le Camping Cédric Herrou (CCH) devient vite un repère. Comment le vivez-vous sur le moment ?

Tout va très vite. Au début, j'allais chercher les gamins à Vintimille, ensuite ils arrivaient tout seuls. On s'est fait déborder. C'est pour ça qu'on a ouvert ce squat aux Lucioles. Ce qui était compliqué, c'est que la frontière n'était pas entre Breil-sur-Roya et Vintimille mais entre Breil et Nice, ce qui rendait les choses très difficiles. C'est toujours le cas aujourd'hui, malgré le système de demande d'asile qu'on a mis en place en lien avec la gendarmerie. Entre avril et septembre 2017, 1 300 personnes débarquent. On se demande quoi faire, on n'a pas d'outils miracles. On s'adapte.

Vous devez aussi vous adapter au harcèlement des forces de l'ordre, que vous décrivez tout au long de votre récit...

À vrai dire, on sentait que ça venait de plus haut et qu'elles ne faisaient qu'appliquer les ordres. Une sorte de cordialité s'est même installée entre nous, je leur disais que je n'avais rien contre eux. Les policiers savent que ce qu'ils faisaient était illégal. Le meilleur

exemple, c'est cette note que la députée européenne Michèle Rivasi a découverte en allant à la PAF [*police aux frontières*], qui disait : « *Si présence de médias, il ne faut pas mettre les mineurs dans le train.* »

Après, les flics ne sont pas tous des salauds. Le mot d'ordre donné aux bénévoles était de ne pas insulter ni provoquer. Les gendarmes mobiles changeaient toutes les trois semaines, c'était donc toujours plus compliqué avec les nouveaux. Ce qui a été fou, c'est quand le préfet a demandé à mettre à deux reprises, pendant six mois, 50 gendarmes autour de ma maison. Tous les médias ont pu l'observer, la vallée aussi.

Mais le préfet a nié les faits. Celui qui représente l'État a menti à la justice. Comment c'est possible en France ? Après, on les a piégés en les filmant tout le temps. On piquait leurs caméras pour les filmer et pouvoir leur dire qu'on avait de la matière, quitte à jouer au bluff. Il faut toujours avoir un rapport de force.

Onze gardes à vue en quatre ans. Laquelle vous a le plus marqué ?

Sans doute la fois où José Bové arrive à la Roya et qu'il y a 250 personnes à la maison. Les policiers partent autour de chez moi, je me dis qu'on va se retrouver à 300... Je me fais arrêter et l'avocate, qui a un ami proche du parquet de Nice, me dit que c'est le parquet de Grasse qui va se saisir de l'affaire.

Je me retrouve face à des flics qui ont la croix de fer tatouée sur les mollets, qui se revendiquent de l'extrême droite. Ils me plaquent contre le mur et sont prêts à me taper. Ils crient : « *Nous, on n'est pas les tapettes de la police de Nice !* » Là, j'ai eu peur. Je ne sais pas jusqu'où peuvent aller les flics, car ce n'est plus une enquête ni une affaire policière, c'est une affaire politique. Si le préfet peut mentir devant la justice, tout est possible...

La médiatisation a-t-elle été à double tranchant pour vous ?

Oui, c'est bizarre. Elle te protège, puis te met en danger... Les autorités nous en ont voulu, c'est aussi pour ça que c'était important de le faire. Les médias sont un contre-pouvoir, donc il faut s'en sortir au maximum. Et puis, l'histoire est belle quand même :

le paysan qui se bat contre les autorités pour défendre les droits des exilés. On m'a reproché de m'être mis en avant, mais je parle toujours au nom du collectif.

Comment vivez-vous ce bras de fer permanent avec les autorités ?

Comme un défi. Même si ce n'est pas normal, le fait de se battre et d'arriver à s'en sortir plus ou moins remote et donne envie de continuer. Il faut aussi le faire parce que c'est une forme de lutte des classes. À un moment donné, je pense que le préfet a perçu ça comme une guerre de personnes. Il ne supportait pas que je lui écrive directement. On me demandait : « *Qui êtes-vous pour lui demander une audience ?* » Moi, personne, mais l'action que je mène le mérite. Et quand on part à pied car il nous interdit l'accès au train pour rejoindre Nice, ça le déstabilise. Il a une logique de préfet, moi de paysan. Il se dit qu'on va passer par les routes, et on passe à cent par la montagne sans qu'il ne sache où l'on est.

Emmaüs Roya, la vitrine d'une « politique par l'exemple »

En justice, vous allez de victoire en victoire, jusqu'au Conseil constitutionnel qui consacre le « principe de fraternité ». Une étape importante dans votre lutte ?

Les militants associatifs se plaignent d'aller en procès. Mais c'est justement là qu'on peut s'expliquer et être écoutés par les juges, qui sont indépendants. **Ma relaxe** lors du dernier procès à la cour d'appel de Lyon, en mai, a été une forme de condamnation de l'État. Avoir eu, par ailleurs, le soutien du Conseil constitutionnel, ce n'est pas rien. C'est un message de douceur dont la France avait besoin. C'est aussi un message très fort. Normalement, on n'aurait pas dû en arriver là.

Concernant le délit de solidarité, Manuel Valls avait modifié l'article du Ceseda [code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile – ndlr] sur l'aide au séjour de personnes en situation irrégulière pour ajouter une immunité humanitaire lorsqu'il n'y avait pas de contrepartie directe ou indirecte. Là, le ministère public a inventé une notion de contrepartie

militante, qui ne tient pas en cassation. La décision du Conseil constitutionnel symbolise la volonté de réaffirmer les valeurs françaises.

En juillet 2019, vous créez Emmaüs Roya. Comment arrivez-vous à convaincre Emmaüs de vous suivre ?

Je n'y croyais pas, au début. Les associations sont un peu craintives par rapport à moi généralement, elles me voient trop « punk ». Je ne voyais pas d'autres structures qu'Emmaüs, mais il fallait les convaincre : on est dans l'agriculture, eux non. Et ils ont dit oui. Une fois que c'était officiel, ça nous a donné une sorte d'immunité.

Où en est Emmaüs Roya aujourd'hui, entre le Covid-19 et la tempête Alex ?

On a une petite communauté, avec six compagnons (un Nigérian, un Roumain, un Espagnol, un Russe, un Français...), ma binôme Marion et moi. On est comme une petite famille. Le Covid ne nous a pas tellement inquiétés car on a la chance, par rapport à d'autres communautés, de ne pas avoir de cas vulnérables. Et puis, on vit dehors. On a vendu beaucoup d'œufs, on aurait pu vendre quatre fois plus que ce qu'on produisait. Les habitants de Breil qui nous critiquaient ont vu qu'on était utiles et actifs.

En revanche, on a eu un peu peur de cette tempête. On a réussi à s'adapter, on va continuer. On a laissé nos locaux au Secours populaire, j'espère pouvoir commencer les travaux, pour lesquels on a le budget nécessaire, en janvier 2021. Tout est précaire dans la vallée, 11 ponts ont été arrachés, 50 kilomètres de routes ont été détruits. Les lignes téléphoniques sont à refaire, il y a des câbles partout par terre... On se croirait en Mauritanie. Après, je me dis qu'on a peut-être de la chance d'être coupés du monde, vu dans quel état il est...

Y a-t-il eu un impact sur les migrations dans la vallée ?

Ça fait longtemps qu'il n'y a plus autant de personnes qui arrivent. La crise sanitaire y est pour quelque chose puisqu'il n'y a plus du tout d'accueil à Vintimille, la

Croix-Rouge a fermé. C'est un peu l'excuse pour ne plus donner à manger aux plus précaires, **comme à Calais**. La crise sanitaire tend à les invisibiliser.

Qu'est devenu le CCH ?

Les compagnons sont sur place, ils occupent les cabanes qu'on avait construites en 2018. Les arrivées deviennent rares, même si au lendemain de la tempête, cinq exilés ont débarqué. On a fait le protocole avec la gendarmerie, mais comme elle était débordée, elle n'a pas prévenu les autres et la PAF est intervenue. Elle les a renvoyés en Italie. Je suis toujours sous contrôle judiciaire et je n'ai donc pas le droit d'y aller. On ne les a pas retrouvés. Parmi eux, il y avait un « dubliné » qui était arrivé chez moi en mai 2017. Et là, il venait retenter sa chance. Certains d'entre eux sont passés par la Libye, ils sont fracassés. Ce que j'ai pu constater entre 2016 et 2020, c'est que leur état psychologique a empiré.

Vous revenez justement sur quelques récits de jeunes passés par la Libye à la fin de votre livre. Quelles sont les conséquences pour eux ?

Oui, ce sont les pires récits, c'est un peu *trash*. Ceux dont je raconte l'expérience dans le livre sont restés un an en Libye. Ceux dont je parlais précédemment y sont restés cinq ans. C'est de pire en pire. Comment de jeunes hommes complètement détruits pourraient s'en sortir ensuite ? On fait un beau terreau pour l'État islamique, ça devient trop facile. Sans compter qu'en plus d'un parcours migratoire déjà difficile, tous leurs rêves s'écroulent en arrivant en Europe. Ils réalisent qu'ici, tout est compliqué : logement, études, travail.

Le terroriste de Nice venait d'arriver sur le territoire français et on vous a souvent reproché de pouvoir faire rentrer des terroristes parmi les exilés. Cet attentat vous fait-il craindre un durcissement de la politique migratoire en France ?

Oui, d'ailleurs Emmanuel Macron a fait le lien entre immigration et terrorisme. Il a dit qu'il voulait sortir de Schengen, limiter les libertés de circulation. C'est dangereux. Je m'interroge sur la façon dont la Tunisie perçoit ce discours. Je dis souvent qu'il faut comparer

le monde à un quartier et faire attention à ses voisins. Même s'ils sont différents, il faut faire en sorte que ça se passe bien.

Concernant les caricatures de *Charlie Hebdo*, je crois qu'il faut savoir temporiser, arrêter d'alimenter le feu, surtout quand on a des barjos en face. Les hommes politiques temporisent selon l'audience à laquelle ils s'adressent. Gérard Darmanin peut être un ange à France Inter et un diable sur CNews. Je n'ai jamais compris pourquoi les ministres de l'intérieur devenaient tous fous. Ce ne sont pas des dérapages, c'est ça qui est effrayant. Il va y avoir un durcissement, ça va être de pire en pire. Le problème, c'est qu'on se trompe d'outil. On n'a pas une vraie politique du courage.

À la fin de votre ouvrage, vous dites : « L'Europe a trouvé la solution, elle se bunkérise. » Quelles autres solutions a-t-on aujourd'hui ?

Elle se bunkérise avec l'externalisation des frontières et le fait de demander à des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme – la Libye – de gérer nos frontières. Je n'ai pas la solution non plus. Je sais que je suis absolument contre les frontières en Europe. Sur les frontières extérieures, c'est moins évident. S'ils veulent lutter contre l'immigration, il faut peut-être faire en sorte de lutter contre les raisons qui poussent à la migration. Faire attention à ce que la France vend à d'autres pays, qui elle soutient... Pas lutter contre les gens qui migrent. Car on est passé de la lutte contre l'immigration illégale à l'immigration tout court, puis aux migrants eux-mêmes. Les gens commencent à avoir la haine des migrants. On va droit vers un terrorisme d'extrême droite.

Finalement, peut-on dire que vous l'avez changé, votre monde, notre monde ?

Le titre du livre est un peu prétentieux et moralisateur. « *Change ton monde* » est une expression que ma mère a utilisée un jour, alors que j'étais jeune, pour me dire de me concentrer sur ce que je faisais à ma propre échelle. Cela signifie être en cohérence avec soi-même, construire un idéal de vie. L'expérience de la Roya montre qu'on peut faire des choses avec des gens dont certains ne veulent pas. La migration

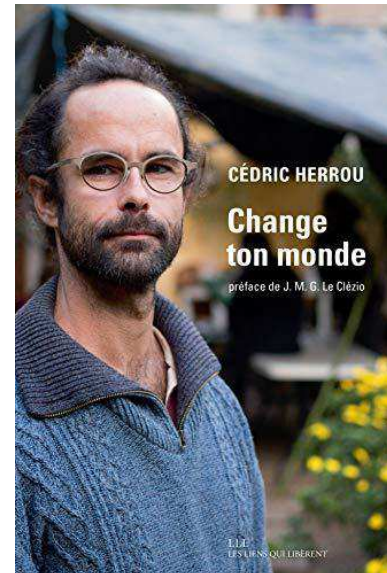
incarne la pauvreté, et on rejette cette dernière. On parle d'eux comme s'ils venaient du « Migristan ». Ils restent « migrants » même quand ils ont fini de migrer. Il faut faire de la politique, par l'exemple, avec un projet inspirant. Emmaüs Roya est une vitrine de cette politique à Breil.

Qu'est-ce que vous attendez du monde de demain ?

Nous donner les moyens d'arriver à nos objectifs. Encourager les jeunes à oser. Être cohérents, encourager les commerces de proximité, même si, des fois, c'est un peu plus cher de consommer local. On a aussi un autre projet, qu'on espère développer en partenariat avec Emmaüs France d'ici quatre ou cinq ans. Il y a plein de commerces à racheter.

Je pense à une boucherie de la vallée de la Roya tenue par un couple de passionnés depuis 40 ans. Arrivés à l'âge de la retraite, ils n'ont pas réussi à vendre leur commerce parce que personne n'en voulait. On pourrait imaginer de leur demander de rester un peu plus en mettant un compagnon d'Emmaüs en formation à leurs côtés. Faire une charte pour respecter leurs volontés. Ça existe dans l'agriculture et ça

marche très bien. Il y a des tas d'élus dans les milieux ruraux qui cherchent des boulangers. Une sorte de grand remplacement, en somme (*rires*).



© Les Liens qui libèrent

Change ton monde, de Cédric Herrou (Les liens qui libèrent, 272 pages, 19 euros), préface de Jean-Marie Gustave Le Clézio.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.